
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56705

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

points de vue parfois divergents de Berlin et de Baden et la synthèse gouvernementale française». De telles divergences surgissent sur le contrôle des usines de l'I. G. Farben situées en zone française ou sur le choix du contrôleur français du trust; Paris flotte et tranche peu, le gouvernement étant absorbé par d'autres urgences. Ces notations sont relevées avec finesse par Marie-France Ludmann-Obier: on souhaiterait toutefois qu'elles soient plus fermement rassemblées et approfondies.

Pierre BARRAL, Nancy

Rolf STEININGER, *Die Ruhrfrage 1945/46 und die Entstehung des Landes Nordrhein-Westfalen. Britische, französische und amerikanische Akten*, Düsseldorf (Droste) 1988, 1036 S. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 4).

Avant même la fin du conflit, le problème du devenir de l'Allemagne à l'issue de la guerre était une préoccupation majeure des Alliés. Après la conférence de Yalta, l'accord s'était fait entre eux sur les buts généraux à atteindre, mais le flou restait total sur les façons d'y parvenir. Il n'existait aucun plan commun quant à la politique d'occupation: les seuls Américains avaient 16 projets touchant ce sujet en circulation à la Commission consultative européenne (E.A.C.) ... et autant d'autres en préparation. Toutes les questions se ramenaient à celles-ci: devait-on démembrer l'Allemagne en états indépendants où la laisser entière après une indispensable restructuration? L'amputation de la Prusse, considérée comme la source du militarisme allemand, pouvait-elle constituer une garantie? Le pour et le contre fut pesé pendant des années et, toujours, une question primordiale était au cœur du débat: que faire de la Ruhr, considérée par tous comme l'atelier où avait été forgée la puissance militaire du Reich?

Quelques chiffres suffisent à prouver que cette réputation n'était pas usurpée: 35 % du frêt ferroviaire et 56 % du trafic par bateau provenait de cette seule région. Son charbon, proche du sol et d'excellente qualité, était idéal pour les cokeries et 70 % de la production sidérurgique du Reich était issue de ses usines. Son importance économique était telle, qu'à son sort était lié non seulement celui de l'Allemagne de l'après-guerre, mais celui de l'Europe entière. C'est ainsi que le plan Morgenthau qui prévoyait le démantèlement total de son industrie, donnée en réparations aux Alliés, et la fermeture de toutes les mines, fut abandonné aussitôt que conçu, car il apparut évident que la «punition» ainsi infligée aux Allemands toucherait en fait l'Europe entière, même, et surtout, les pays comme la Grande-Bretagne et la Belgique qui avaient le plus souffert de l'agression nazie.

Un des très grands mérites du livre de Rolf Steininger est de nous faire partager dans son introduction le formidable bouillonnement d'idées que représentèrent les années 1945-1946 au sujet de ce problème. A la fin de la guerre l'URSS souhaitait un contrôle quadripartite de la Ruhr et la France une séparation politique de la Rhénanie et de la Westphalie du reste de l'Allemagne. Sur la rive gauche auraient dû exister deux, voire trois, états indépendants, telle était la thèse soutenue par la France dès sa réapparition sur la scène internationale à la conférence de Londres en septembre 1945. Elle fit longtemps de la réalisation de ce vœu la condition de sa collaboration au travail du Conseil de contrôle de Berlin et mit son veto à toutes les tentatives pour restaurer des organismes centraux en Allemagne.

Du côté anglais, après de longues discussions, deux propositions restaient possibles: - l'internationalisation de la Ruhr dont l'industrie devrait alors passer entre les mains des vainqueurs, l'URSS étant alors comprise au nombre de ceux-ci; - la socialisation de l'industrie de la Ruhr qui serait dès lors dirigée par le gouvernement d'un Land à créer, solution qui permettrait d'écarter de cette région, entre autres, l'Union soviétique. Dans cette dernière hypothèse, une certaine autonomie de ce Land aurait pour effet salutaire d'affaiblir un éventuel gouvernement central de Berlin que les Alliés ne pouvaient imaginer autrement que contrôlé par les communistes. Ce cas de figure présentait de surcroît l'avantage de s'intégrer tout aussi

bien dans une structure fédérale prévisible d'une Allemagne occidentale encore à créer, mais de pouvoir tout de même en séparer ce nouveau Land, si jamais le besoin s'en faisait sentir.

Il n'y eut finalement ni de »Territoire de la Ruhr«, ni d' »Etat de la Ruhr«, ni même deux Länder distincts, mais la réunion des deux provinces de Rhénanie du Nord et de Westphalie pour former le nouveau Land de Nordrhein-Westfalen. C'est la lente élaboration de cette nouvelle structure que détaille l'auteur dans son introduction, élaboration marquée de projets parfois utopiques, d'impasses et de retours en arrière dans des directions abandonnées plusieurs mois plus tôt.

Le reste du volume est consacré à la publication de près de 250 textes parmi les plus significatifs conservés essentiellement au Public Record Office de Londres, mais aussi, pour quelques uns d'entre eux dans les archives du ministère des Affaires étrangères à Paris, de la CDU à St. Augustin et aux National Archives de Washington. La période couverte s'ouvre le 22 août 1944 par le compte rendu d'un entretien entre A. Eden et R. Massigli au Foreign Office et se clôt tout naturellement à la fin de l'année 1946 sur les rapports annonçant l'installation du gouvernement du nouvel état.

Des fac-similés en couleurs de cartes et de documents, hachurés et annotés de la main même de leur auteur ou destinataire contribuent à rendre extrêmement vivant pour le lecteur, ce passé encore proche. De même, le chercheur ne manquera pas d'apprécier avec quel soin est consignée la totalité des en-têtes et références chiffrées de toutes les pièces d'archives citées ainsi que les annotations manuscrites en marge que l'importance de leur auteur rend souvent si intéressantes. Dans l'index des noms, l'auteur a eu l'excellente idée de rappeler en quelques mots les titres et fonctions à l'époque envisagée, des protagonistes, en général très connus, mais parfois un peu moins, de ces discussions.

Marie-France LUDMANN-OBIER, Strasbourg

De Monnet à Massé. Enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des quatre premiers Plans (1946–1965), sous la direction de Henry ROUSSO, actes de la table ronde tenue à l'IHTP les 24 et 25 juin 1983, Paris (Ed. du CNRS) 1986, 245 S.

Planwirtschaft ist ein Phänomen, das gemeinhin als ein Attribut sozialistischer Staaten begriffen wird. Das Frankreich der IV. und V. Republik wird nicht zu dieser Gruppe von Ländern gerechnet, auch nicht unter ökonomischen Gesichtspunkten. Dennoch ist die Existenz eines staatlichen Wirtschaftsplans ein Faktum von Gewicht in der französischen Nachkriegsgeschichte. Dieses Experiment, das sich im Laufe der Jahre vom Provisorium zur ständigen Einrichtung wandelte, stellte jedoch eine originär französische Form von Planwirtschaft dar und unterschied sich in Theorie und Praxis prinzipiell von der in den sozialistischen Ländern gebräuchlichen Form. Dies ergibt sich zwangsläufig schon daraus, daß die französische »planification« nach wie vor in einem überwiegend privatwirtschaftlich organisierten Umfeld wirkte. Daran änderte auch die kurze Phase der Verstaatlichungen 1945/46 grundsätzlich nichts, die in ihren Auswirkungen selbst für die betroffenen Bereiche oft überschätzt wird. Die in dem hier vorliegenden Band enthaltenen Tagungsbeiträge unternehmen den Versuch, den tatsächlichen Einfluß des Plans auf die von ihm in erster Linie betroffenen Sektoren abzuschätzen.

Während die Tradition planvollen staatlichen Eingreifens in den Wirtschaftsprozess in Frankreich bis in das 19. Jh. zurückreicht, erlangte der »Plan« erstmals in der Zeit der deutschen Besatzung Bedeutung. In den 1930er Jahren aus der Not der Krise hervorgegangen, gelangten Vertreter der Schule der Wirtschaftsplaner unter den Bedingungen der Kriegswirtschaft an die Spitze des 1941 gegründeten Industrieministeriums, dessen Rolle H. ROUSSO in seinem Beitrag untersucht. Er arbeitet dabei den dirigistischen Ansatz des Ministeriums heraus, dessen Ziel letztlich die direkte Lenkung aller Ressourcen, die staatliche Befehlswirt-